

Ne renonçons pas à notre souveraineté énergétique !

Alors que le projet de loi de programmation énergie-climat devrait être annoncé dans les prochains jours, la filière solaire française a plus que jamais besoin du soutien de la puissance publique. À la suite du retard important accumulé par la France en matière de développement des énergies renouvelables, les industriels français du solaire payent le prix fort des mesures de protectionnisme mises en place par la Chine, l'Inde et les États-Unis. Les acteurs industriels du solaire français sont pris dans un étau : d'un côté, l'IRA américain qui subventionne massivement la production solaire *Made in USA* et d'un autre côté, un dumping chinois qui inonde le marché européen de modules photovoltaïques à prix cassés en raison de la surcapacité de production en Chine et de la fermeture des autres marchés. Ceci nous conduit aujourd'hui à avoir plus d'un an d'avance de stocks de panneaux chinois dans les entrepôts portuaires européens ! Il est temps de retrouver la raison, qui en la matière porte un nom : la régulation.

D'autant plus que les conséquences de ce manque de régulation sont déjà là. La fabrication européenne de panneaux solaires subit un effondrement : elle est passée de 9 GW à 1 GW en un an (selon l'enquête menée par l'ESMC¹ en août 2023 auprès de 15 fabricants européens de produits photovoltaïques). Si les pouvoirs publics ne réagissent pas rapidement, nous courons vers des fermetures d'usines, l'abandon de projets industriels d'ampleur et une désindustrialisation de la filière du solaire. Rien qu'en France, ce pourrait être plus de 5 400 emplois directs menacés d'ici 2025. Les industriels européens et français n'ont pas le choix : ils stoppent leurs usines pour limiter l'accumulation des stocks, et s'exposent pour l'heure à des risques d'insolvabilité.

Si nous voulons maintenir et développer les emplois et les compétences de la filière photovoltaïque en France et en Europe, consolider et massifier notre industrie solaire pour être plus résilients et indépendants, il est urgent de restaurer des conditions de marché équitables à l'échelle internationale, en particulier au niveau européen.

En tant qu'industriels français, nous préconisons plusieurs mesures phares pour répondre à ces enjeux économiques, humains et sociétaux. Parmi elles, un engagement de la puissance publique sur plusieurs volets : aider à l'écoulement de nos stocks, soutenir temporairement les nouveaux investissements tout comme les coûts de production des acteurs déjà installés, et encourager la prise en compte de critères non-financiers dans les appels d'offres et dans l'éligibilité aux subventions.

¹ Conseil Européen de l'Industrie Solaire

La transition énergétique est plus qu'un coût à payer pour la décarbonation : c'est un enjeu de souveraineté, d'indépendance, de réindustrialisation et d'emploi local. Donnons-nous les moyens d'ancrer et de développer notre outil industriel et les savoir-faire associés sur nos territoires. Cela passe entre autres par une industrie solaire française forte, compétitive, responsable et pérenne. En France, les acteurs industriels du solaire sont prêts à relever ce défi.

Signataires

Paul Toulouse, Directeur général de Systovi

Lucas Weiss, Directeur Général de Voltec Solar

Jan Jacob Boom-Wichers, Président-Directeur d'Holosolis

Pierre-Emmanuel Martin, cofondateur et président de CARBON